

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 48 (2021)

Laura Viaut

Jacques Cujas et le »codex Vesontinus«. Réflexion et nouveaux éléments de recherche sur un code de droit romano-barbare disparu

DOI: 10.11588/fr.2021.1.93934

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Miszellen

LAURA VIAUT

JACQUES CUJAS ET LE «CODEX VESONTINUS»

Réflexion et nouveaux éléments de recherche sur un code de droit romano-barbare disparu

Pendant longtemps, le droit romain altimédiéval a été regardé comme un «droit dégénéré»¹. La légende veut que les migrations des peuples barbares ont conduit au V^e siècle à l'effondrement des structures institutionnelles du monde romain et à la perte de la connaissance de son droit, droit que l'on n'aurait redécouvert à Bologne qu'au XII^e siècle. La réalité, cependant, est bien plus nuancée; la recherche a récemment démontré que certaines structures ont perduré dans le temps, dans une forme certes différente, mais qui présente l'intérêt d'exister². Les peuples du premier Moyen Âge se seraient donc réappropriés l'héritage antique.

Les historiens du droit se sont récemment emparés de la question en démontrant que le droit romain a perduré jusqu'au X^e siècle dans le Midi de la Gaule³. Cette région, située dans le Sud de la France, présente la particularité d'être restée attachée aux structures, sociales et culturelles, de l'Antiquité⁴. Le droit romain a continué à y être utilisé pour les actes courants de gestion (vente, échange, succession), pour le statut des personnes (serfs, mariage, etc.) et pour trancher

- 1 Jacques FLACH, *Études critiques sur l'histoire du droit romain au Moyen Âge*, Paris 1889 et ID., *Le droit romain dans les chartes du IX^e siècle au XI^e siècle en France*, dans: *Mélanges Hermann Fitting*, t. 1, Montpellier 1907, p. 383.
- 2 Bruno DUMÉZIL, *Servir l'État barbare dans la Gaule franque*, Paris 2013; ID., *Les racines chrétiennes de l'Europe. Conversion et liberté dans les royaumes barbares. V^e-VIII^e siècle*, Paris 2005; Jean GAUDEMET, *Formation du droit canonique et gouvernement de l'Église de l'Antiquité à l'âge classique*, Strasbourg 2008, p. 51; Karol MODZELEWSKI, *L'Europe des barbares*, Paris 2006; Hervé INGLEBERT, *De l'Antiquité au Moyen Âge: de quoi l'Antiquité tardive est-elle le nom?*, dans: *ATALA. Cultures et sciences humaines* 17 (2014), p. 117; Brigitte BEAUJARD, *Les cités de la Gaule méridionale du III^e au VII^e siècle*, dans: *Gallia* 63 (2006), p. 11.
- 3 Jean GAUDEMET, *Survivances romaines dans le droit de la monarchie franque (V^e-X^e siècle)*, dans: *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis* 23 (1955), p. 149; Jean-François LEMARIGNIER, *Les actes de droit privé de Saint-Bertin au haut Moyen Âge: survivances et déclin du droit romain dans la pratique franque*, dans: *Revue internationale des droits de l'Antiquité* 5 (1950), p. 35; Éric BOURNAZEL, Jean-Pierre POLY, *La mutation féodale*, Paris 1980, p. 389; Christian LAURANSON-ROSAZ, *Le midi de la Gaule en l'an mil*, dans: *Hortus Artium Medievalium* 6 (2000), p. 125; ID., Alain DUBREUCQ (dir.), *Traditio iuris. Permanence et/ou discontinuité du droit romain durant le haut Moyen Âge*, Lyon 2005.
- 4 Michel ROUCHE, *L'Aquitaine des Wisigoths aux Arabes*, Paris 1979; Christian LAURANSON-ROSAZ, Carine JUILLET, *L'Aquitaine carolingienne*, dans: *Hortus Artium Medievalium* 8 (2002), p. 171.

des différends lors des procès⁵. Il ne s'agit bien évidemment pas ici d'un droit romain classique, mais d'un droit qui a été modifié. Autrement dit, il a été adapté aux besoins de l'époque qui l'a produit. Sa langue se rapproche de la *scripta latina rustica*, ce pragmatisme néo-romain du notariat d'Aquitaine qui se veut être un intermédiaire entre le latin normé et la langue parlée⁶, et sa technicité est bien moindre. Malgré tout, il s'agit bel et bien d'une forme de droit romain⁷.

La réception du Code théodosien au haut Moyen Âge dans le Midi de la Gaule nous offre un témoignage significatif de cette permanence. Rappelons ici qu'au VI^e siècle, vers 505–507⁸, Alaric II fit rédiger la loi romaine des Wisigoths pour régir la vie de ses sujets gallo-romains. L'époque mérovingienne, tout entière, est marquée par le système de personnalité des lois; à chaque ethnie son socle de règles⁹. Cette loi romaine, applicable dans le Sud de la Gaule, et plus connue sous le nom de »Bréviaire d'Alaric«, est une compilation de textes; elle reprend à l'origine un épitomé du Code théodosien, des »Sentences« de Paul et l'»Epitome Gai«¹⁰.

Le Bréviaire d'Alaric est connu à travers 300 manuscrits (environ), datant du V^e siècle jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, et répartis sur toute l'Europe. Mais ces manuscrits en donnent des versions très disparates, sinon fragmentaires. Si l'on reprend la classification de Gustav Hänel,

- 5 Carine JUILLET, *Le Limousin du premier Moyen Âge*, thèse, dactyl. Lyon III, 2008; Christian LAURANSON-ROSAZ, Alexandre JEANNIN, *La résolution des litiges en justice durant le haut Moyen Âge. L'exemple de l'Apennin à travers les formules, notamment celles d'Auvergne et d'Angers*, dans: *Le règlement des conflits au Moyen Âge*, Paris 2000, p. 21; Christian LAURANSON-ROSAZ, *L'Auvergne et ses marges*, Le Puy-en-Velay 1984.
- 6 Jean-Pierre CHAMBON, *L'identité langagière des élites cultivées d'Arvernie autour de l'an mil*, dans: *Revue de linguistique romane* 62 (1987), p. 381; Francesco SABATINI, *Dalla »scripta latina rustica« alle »scriptae« romanze*, dans: *Studi medievali*, sér. 3, 9 (1968), p. 320; Francesco SABATINI, *Esigenze di realismo e dislocazione morfologica in testi preromenzi*, dans: *Rivista di cultura classica e medievale* 7 (1965), p. 972; Maria SELIG, Barbara FRANK, Jörg HARTMANN (dir.), *Le passage à l'écrit des langues romanes*, Tübingen 1993; Thomas BRUNNER, *Le passage aux langues vernaculaires dans les actes de la pratique en Occident*, dans: *Le Moyen Âge* 115 (2009), p. 29.
- 7 Jean GAUDEMET, *Les naissances du droit*, Paris 2006, p. 240.
- 8 La date est incertaine. Sur ce point, Detlef LIEBS, *Geltung kraft Konsenses oder kraft königlichem Befehl? Die lex Romana unter den Westgoten, Burgundern und Franken*, dans: Vanina EPP, Christoph MEYER (dir.), *Recht und Konsens im frühen Mittelalter*, Ostfildern 2017, p. 63–83; Bruno SAINT-SORNY, *La fin du roi Alaric II: le roi arien, objet d'une damnatio memoriae sous les Mérovingiens*, dans: Michel ROUCHE (dir.), *Auctoritas. Mélanges offerts à Olivier Guillot*, Paris 2006, p. 27. Sur le texte, Michel ROUCHE, Bruno DUMÉZIL (dir.), *Le bréviaire d'Alaric. Aux origines du Code civil*, Paris 2008.
- 9 Marcelo Candido DA SILVA, Bruno DUMÉZIL, Sylvie JOYE (dir.), *Les lois barbares. Dire le droit et le pouvoir en Occident après la disparition de l'Empire romain*, Rennes 2019.
- 10 Jean GAUDEMET, *Code Théodosien et bréviaire d'Alaric*, dans: *Studi in onore di Giuseppe Grosso*, t. 4, Turin 1971, p. 359; ID., *Formation du droit canonique et gouvernement de l'Église de l'Antiquité à l'âge classique*, Strasbourg 2008, p. 3; ID., *Le droit romain dans la pratique et chez les docteurs aux XI^e et XII^e siècles*, dans: *Cahiers de civilisation médiévale* 31–32 (1965), p. 365; Hermann NEHLSSEN, *Zur Geschichte der Lex Romana Visigothorum*, dans: Götz LANDWEHR (dir.), *Studien zu den germanischen Volksrechten. Gedächtnisschrift für Wilhelm Ebel*, Francfort-sur-le-Main 1982, p. 143; Marco CARINI, *Aspetti della Lex Romana Visigothorum*, dans: *Bullettino dell'Istituto di Diritto Romano Vittorio Scialoja* 40–41 (1999), p. 577; John MATTHEWS, *Interpreting the Interpretations of the Breviarium*, dans: Ralph MATHISEN (dir.), *Law, society, and authority in late antiquity*, Oxford 2001, p. 11; Detlef LIEBS, *Zur Überlieferung und Entstehung des Breviarium Alaricianum*, dans: Stefano GIGLIO (dir.), *Atti dell'Accademia Romanistica Costantiniana. XIV Convegno internazionale in memoria di Guglielmo Nocera*, Naples 2003, p. 653. Voir aussi: *Bibliotheca legum. Eine Handschriftendatenbank zum weltlichen Recht im Frankenreich* (<http://www.leges.uni-koeln.de/lex/lex-romana-visigothorum/?highlight=breviarium%20alarici> [04/03/2021]).

il existerait, aux côtés des versions complètes, des versions abrégées et des versions confuses. Le mérite de ce classement pourrait être de révéler la logique de la diffusion du droit, mais son défaut lui viendrait de s'inscrire dans une démarche péremptoire. L'analyse de ces manuscrits, souvent tardifs, et l'appréhension de leurs fonctions sont une des difficultés les plus profondes de la présente étude. Il serait moins plaisant pour l'éditeur du texte, mais assurément plus exact pour l'historien du droit, de définir l'ensemble de ces manuscrits comme des instruments véhiculant des règles de droit, probablement destinés à être appliqués facilement. Il faut, pour cela, étudier les manuscrits¹¹. Il a longtemps été admis que l'écrit juridique n'occupait qu'une place secondaire dans la sphère judiciaire altimédiévale¹². Mais on ne peut plus, après les travaux de Christian Lauranson-Rosaz et de ses élèves, Pierre Ganivet¹³ sur le Bréviaire d'Alaric, d'Alexandre Jeannin sur les formules altimédiévales et les droits romano-barbares¹⁴ et de Rémi Oulion¹⁵ sur les scribes toscans, penser que le haut Moyen Âge est un fragment détaché de l'histoire juridique, une période sombre où il ne pouvait exister de culture du droit. Inversement, ces recherches récentes ont mis en lumière l'œuvre normative des juristes altimédiévaux. De barbares, ils sont devenus, ainsi que l'avait déjà pressenti Jean Gaudemet, de véritables «orfèvres du droit»¹⁶. Aujourd'hui, la question ne se pose plus de savoir si le haut Moyen Âge a connu ou non un socle normatif permettant de réguler la vie des justiciables.

Mais si le Bréviaire d'Alaric est bien connu sous sa forme initiale, on sait aujourd'hui qu'une forme amplifiée a existé dans le passé, sous la forme du *codex Vesontinus* dont le texte est peu connu et étudié des historiens du haut Moyen Âge. L'unité des lois d'époque altimédiévale a été en partie construite par les travaux modernes¹⁷. Chacun connaît l'édition la *Lex Romana Visi-*

- 11 Voir le travail de Rosamond MCKITTERICK, *The Carolingians and the written word*, Cambridge 1989; EAD., *Charlemagne: the formation of a European identity*, Cambridge 2008; EAD. (dir.), *The uses of literacy in early medieval Europe*, Cambridge 1990; EAD., *Carolingian missi and their books*, dans: Stephen BAXTER (dir.), *Early medieval studies in memory of Patrick Wormald*, Farnham 2017, p. 264; Wilfried HARTMANN, *Rechtskenntnis und Rechtsverständnis bei den Laien des frühen Mittelalters*, dans: Hubert MORDEK (dir.), *Aus Archiven und Bibliotheken. Festschrift für Raymund Kottje zum 65. Geburtstag*, Francfort-sur-le Main 1992, p. 1; Detlef LIEBS, *Römische Jurisprudenz in Gallien (2. bis 8. Jahrhundert)*, Berlin 2002.
- 12 François Louis GANSHOF, *Charlemagne et l'usage de l'écrit en matière administrative*, dans: *Le Moyen Âge* 57 (1951), p. 1.
- 13 Pierre GANIVET, *Recherches sur l'évolution des pouvoirs dans les pays lyonnais de l'époque carolingienne au lendemain de l'an mil*, thèse, dactyl., Clermont I, 2000; Pierre GANIVET, *L'épitomé de Lyon: un témoin de la réception du Bréviaire d'Alaric dans le Sud-Est de la Gaule?*, dans: ROUCHE, DUMÉZIL (dir.), *Le bréviaire d'Alaric (voir n. 8)*, p. 279; Pierre GANIVET, *Le Code théodosien au haut Moyen Âge: remarques sur la lex romana d'après les manuscrits auvergnats et bourguignons (VI^e-X^e s.)*, dans: *Aux sources juridiques de l'histoire de l'Europe: le Code Théodosien. Colloque international organisé à Clermont-Ferrand le 4, 5, 6 décembre 2008*, Université de Clermont-Ferrand, faculté de Droit et de Sciences Politiques (à paraître).
- 14 Alexandre JEANNIN, *Formules et formulaires. Marculf et les praticiens du droit au premier Moyen Âge (V^e-X^e siècles)*, thèse, dactyl., Lyon III, 2007; ID., *Le Code théodosien confronté à la désuétude: les enseignements des interprétations*, dans: Luc GUERAUD (dir.), *La désuétude, entre oubli et droit*, Limoges 2013, p. 34; Alexandre JEANNIN, *Modèles de pratique formulaire ou genre littéraire? L'influence marculfienne (VIII^e-XIX^e siècles)*, dans: *Revue d'histoire des facultés de droit* 34 (2014), p. 1; ID., *Le greffier durant le haut Moyen Âge: quelle réalité?*, dans: Olivier PONCET (dir.), *Une histoire de la mémoire judiciaire*, Paris 2009, p. 119.
- 15 Rémi OULION *Scribes et notaires face à la norme dans la Toscane du haut Moyen Âge (VII^e-XI^e siècles)*, Clermont-Ferrand 2013.
- 16 GAUDEMET, *Les naissances du droit (voir n. 8)*, p. 237.
- 17 Sur cette position, que nous partageons, Sylvie JOYE, *Fabrique d'une loi, fabrique d'un peuple, fabrique des mœurs: les lois barbares*, dans: Véronique BEAULANDE-BARRAUD et al. (dir.), *La fabrique de la norme*, Rennes 2012, p. 91.

gothorum de Gustav Hänel¹⁸ et sa classification tripartite des manuscrits utilisés: les complets, les fragments et les confus¹⁹. À la base, il y avait une étude ample et féconde visant à projeter une lumière vive sur le texte originel du VI^e siècle. En éditant un écrit, on réussit à le rendre d'opaque à clair; la démarche, évidemment, est louable, car elle permet un accès immédiat à la source. Mais la fixation du texte occulte généralement d'autres témoins manuscrits que l'éditeur aurait jugés mauvais en raison de leur incomplétude ou de leurs différences. On prêtera au travail de Gustav Hänel des frontières trop tranchées dans le classement des manuscrits. Car la réalité n'est pas toujours dans la précision; c'est plutôt dans un phénomène diffus qu'il faut ici rechercher la logique conjointe de ces documents. Il ne faut pas s'étonner des variantes qui, pour parler la langue du droit, abrogent ou amendent certaines dispositions légales. L'entrée dans le monde carolingien n'a pas arrêté les transformations du droit hérité de l'Antiquité tardive. La disparition des normes a aussi un intérêt. Ce champ d'études, que les historiens ont commencé de labourer²⁰, n'a pas encore été entièrement défriché. Il faut ici comprendre qu'il est bien exact que les scribes, chargés de copier les lois romano-barbares, pouvaient en influencer les règles par voie de modification. L'existence du *codex Vesontinus*, en tant que Bréviaire différent de sa forme originale, ne doit pas surprendre. Le dossier, toutefois, est particulièrement délicat, car ce code est aujourd'hui perdu et ne se rencontre qu'à travers la description qu'en avait donnée le juriste Jacques Cujas (1522–1590), lequel en possédait un exemplaire aujourd'hui perdu dans sa bibliothèque. De nouveaux éléments permettent désormais de rouvrir ce dossier méconnu de l'histoire du droit. Les quelques traces que Jacques Cujas a laissées de ce *codex* (I) peuvent être corroborées par un manuscrit, jusqu'ici passé inaperçu, qui contient un bréviaire amplifié similaire (II).

1. À la recherche d'un *codex* disparu

Jacques Cujas, juriste du XVI^e siècle, est l'un des principaux représentants de l'humanisme juridique, courant de pensée qui introduit des idées d'évolution et de changement dans la construction du droit et des institutions²¹. Il a enseigné à Toulouse, Bourges, Cahors, Valence et Turin où il s'applique, grâce à sa maîtrise de la doctrine juridique médiévale et moderne, mais également philosophique et littéraire²², la critique humaniste. Ses travaux de juriste et de philologue sont restés longtemps pour la plupart de très utiles références dans le monde du droit²³.

Son courant de pensée, l'humanisme historiciste, consiste essentiellement en la reconstruction du droit romain dans toute sa diversité²⁴. Retrouver le droit romain dans toute sa variété, à

18 Gustav HAENEL, *Lex Romana Visigothorum*, Leipzig 1849.

19 Entendons par là des manuscrits dont le texte ne correspond pas à celui du VI^e siècle.

20 Carine JUILLET, *Le Limousin du premier Moyen Âge* (voir n. 6); Christian LAURANSON-ROSAZ, *Le Bréviaire d'Alaric en Auvergne. Le Liber legis doctorum de Clermont* (MS 201 [anc. 175] de la B.M.I.U. de Clermont-Ferrand), dans: ROUCHE, DUMÉZIL (dir.), *Le bréviaire d'Alaric* (voir n. 8), p. 243; Karl UBL, *Sinnstiftung eines Rechtsbuchs*, Berlin 2017.

21 Xavier PRÉVOST, *Jacques Cujas (1522–1590). Le droit à l'épreuve de l'humanisme*, thèse dactyl., Paris, 2012.

22 Id., *Jacques Cujas et les poètes de l'Antiquité tardive*, dans: *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* 24 (2012), p. 379.

23 Jean BERRIAT-SAINT-PRIX, *Histoire du droit romain suivie de l'histoire de Cujas*, Paris 1821, p. 373–611; Pierre-François GIRARD, *La jeunesse de Cujas. Notes sur sa famille, ses études et son premier enseignement*, dans: *Nouvelle revue historique de droit français et étranger* 40 (1916), p. 429–504, 590.

24 Jena-Louis THIREAU, *Droit national et histoire nationale: les recherches érudites des fondateurs du droit français*, dans: *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridique* 38 (2003), p. 39–40; Riccardo ORESTANO, *Diritto e storia nel pensiero giuridico del secolo XVI*,

travers les sources littéraires²⁵ et juridiques, et expliquer les dispositions parvenues jusqu'à lui sont le principal objet des écrits de Jacques Cujas.

En 1585, Jacques Cujas rédige «Observationes et Emendationes», un ouvrage dans lequel il commente le droit romain. Il comptait, dans sa bibliothèque, un manuscrit ancien qui contenait des «Sentences» de Paul que l'on trouvait très difficilement ailleurs. Dans une lettre adressée à Pierre Pithou, Cujas fait part de sa découverte: *J'ay recouvert cette année des sentences de Paulus où il en y a près de CC plus que nous n'avions et entre aultres y est quottée la peine de la loi Iulia de adulteriis*²⁶. On en voit directement le résultat dans le livre 21 des «Observationes et Emendationes», aux chapitres 11, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 21 et 22.

Jacques Cujas signale à son lecteur que ce très ancien manuscrit vient de Besançon²⁷. Nous savons que Claude Chifflet (1541–1580) venait d'une très haute famille de juriste de Besançon et que Cujas l'avait invité à enseigner lorsqu'il était à Bourges²⁸; peut-être a-t-il permis à Cujas d'obtenir ce manuscrit. L'hypothèse est séduisante, mais aucun élément ne permet aujourd'hui de la corroborer. La dernière trace du Code *Vesontinus* est donnée par Stieber en 1829. Ce dernier affirme que le codex fut acheté par un certain Lyon en 1720, puis transféré en Angleterre, mais nous n'en savons pas davantage²⁹.

La perte de ce manuscrit et la description particulièrement brève faite par Jacques Cujas a fait naître deux hypothèses quant à sa nature: La première voudrait que le *codex* ne contienne que des «Sentences» de Paul³⁰. La seconde voudrait qu'il s'agisse d'un Bréviaire amplifié³¹. La question, à ce jour, n'est pas encore tranchée, et elle ne le sera peut-être jamais. Savigny pensait qu'il était peu probable que le *codex Vesontinus* ne contienne que des «Sentences» de Paul. Il émettait avec prudence l'hypothèse qu'il s'agirait d'un Bréviaire concret, mais il ne disposait pas d'argu-

dens. Atti del primo Congresso internazionale della Società italiana di storia del diritto, Florence 1966, p. 389–415.

25 Michel REULOS, L'interprétation des compilations de Justinien dans la tradition antique reprise par l'humanisme, dans: L'humanisme français au début de la Renaissance. Colloque international de Tours, Paris 1973, p. 277: «Les humanistes s'intéressent aux œuvres de l'Antiquité et y trouvent des mentions d'instructions qui ne correspondent pas, ou seulement pour partie aux solutions que l'on trouve dans les textes de Justinien; les plaidoyers de Cicéron, les lettres de Pline, les textes de Suétone quand ils traitent de réformes juridiques, les formulaires de ventes de Varro, témoignent d'institutions qui souvent n'ont pas même de correspondance dans le droit de Justinien; on en vient à reconnaître que l'œuvre de compilation de Justinien n'a pas transmis les œuvres classiques, mais les a remaniées, découpées et a transformé ces œuvres au point de les rendre méconnaissables.»

26 José Maria COMA FORT, *Codex theodosianus*. Historia de un texto, Madrid 2014, p. 159.

27 *Superiores sententias dedi ex libro vetustissimo Sententiarum Pauli ad me Vesontione perlato, cuius videndi copiam feci studiosis quamplurimis, ex quo sequentibus capitibus et plerasque alias dabo (...) Iacobi Cuiacii, Observationum lib. XXI, XXII, XXIII, XXIV. Eiusdem de origine iuris ad Pomponium Commentarius: et in libros IV Institutionum Notae posteriores quibus parum aut nihil prioribus derogatur, ita ut et has et illas suo periculo ratas esse velit, Parisiis, apud Sebastianum Nivellium, sub Ciconiis, via Iacobeae, M.D.LXXXV. Cum priuilegiis Caesareae et Regiae Maiestatis. Lib 21: 8.*

28 Baptiste VREGILLE, Les prédécesseurs de Jean-Jacques Chifflet, dans: *Autour des Chifflet: aux origines de l'érudition en Franche-Comté*, Besançon 2007, p. 13.

29 Friedrich Karl Gustav STIEBER (ed.), *Opuscula academica*, t. 2, Leipzig 1829, Praefatio, Lib. XXI cap. 11–13, 15–19, 21–22: *Pauli Sententias genuinas insigniter auxit, quique non Breviarium, sed genuinas Pauli sententias comprehendisse videtur, Haenelius indefesso studio quaesitum investigare non potuit. Hoc unum Vesontii audivit, complures Vesontinos codices anno MDCCXX a Lyonsio quodam Britanno emtos et in Britanniam transuectos esse.*

30 Antonio ZIRARDINI, *Imperatorum Theodosii junioris et Valentiniani III. Novellae leges*, Faenza 1766.

31 Friedrich SAVIGNY, *Traité de droit romain*, Paris 1840, p. 500.

ments concrets pour en valider la teneur, n'ayant rencontré, dans les sources, aucun Bréviaire amplifié.

Toutefois, la connaissance actuelle des manuscrits du Bréviaire d'Alaric est bien plus poussée qu'au siècle de Savigny. Nos recherches sur les manuscrits jugés confus nous ont menés vers un exemplaire conservé au Vatican, jusqu'ici peu étudié, qui contient un Bréviaire d'Alaric amplifié par des »Sentences« de Paul. Il y a là un point de coïncidence avec le *codex Vesontinus*.

2. La piste de recherche du manuscrit 1050 du Vatican

Dans l'étude de la réception du Code théodosien au haut Moyen Âge, une pièce en particulier doit ici attirer notre attention. Il s'agit d'un manuscrit aquitain façonné à la fin du premier Moyen Âge³² et aujourd'hui conservé à la Bibliothèque apostolique vaticane³³ sous la cote 1050 des registres latins³⁴. Rédigé sur parchemin en minuscule caroline et sur deux colonnes, ce manuscrit daterait du IX^e siècle³⁵. Deux hypothèses, dont aucune ne peut prévaloir sur l'autre, peuvent permettre d'étayer son origine: Longtemps conservé à la Bibliothèque de l'abbaye Saint-Martial de Limoges (au moins à partir du XIII^e siècle), il pourrait y avoir été façonné³⁶. Ou il pourrait avoir été façonné dans le Bassin parisien et avoir été importé ensuite à l'abbaye Saint-Martial de Limoges au XIII^e siècle par Beranrd Itier, le bibliothécaire de l'établissement³⁷.

Ce manuscrit contient une version particulièrement intéressante de la *Lex Romana Visigothorum*. Elle n'était pas méconnue de Gustav Hänel³⁸ qui a donné une édition de la *Lex Romana Visigothorum*, ni de Theodor Mommsen qui a établi celle du Code théodosien³⁹. Le premier avait jugé ce manuscrit de faible composition, en opposition aux manuscrits complets et fragmentaires, tandis que le second l'a classé comme étant un *liber decurtatus* autrement dit un livre dont le texte est réduit aux seules *interpretationes*.

Les méthodes de traitement des manuscrits ont évolué depuis ces travaux et nous savons désormais qu'il ne faut pas s'étonner des variantes contenues dans les manuscrits⁴⁰. Nous vou-

32 Laura VIAUT, *Fecimus concordiam. Les mécanismes de gestion des conflits dans l'espace aquitain au haut Moyen Âge (VIII^e-XII^e siècle)*, thèse soutenue le 22 juin 2018, Université de Limoges, tome 2, annexe 1.

33 Provenant de Gaule, il a peut-être fait partie de la collection de manuscrits d'Alexandre Petau sous l'Ancien Régime (Laurent MEYER, Paul en Alexandre Petau in *de geschiedenis van hun handschriften: voornamelijk op grond van de Petau-handschriften in de Universiteitsbibliotheek te Leiden*, Leyde 1947, avant d'entrer dans les collections de la reine Christine de Suède qui en a ensuite fait don à la Bibliothèque apostolique vaticane.

34 Le manuscrit est aujourd'hui consultable, dans sa version numérisée, à l'adresse suivante: https://digi.vatlib.it/view/MSS_Reg.lat.1050 (03/03/2021).

35 Bernhard BISCHOFF, *Katalog der festländischen Handschriften des neunten Jahrhunderts mit Ausnahme der wisigotischen*, t. 3, Wiesbaden 2014, p. 438; Detlef LIEBS, *Römische Jurisprudenz in Gallien (2. bis 8. Jahrhundert)*, Berlin 2002, p. 110; Hubert MORDEK, *Bibliotheca capitularium regum Francorum manuscripta. Überlieferung und Traditionszusammenhang der fränkischen Herrschererlasse*, München 1995, p. 847; Karl ECKHARDT (ed.), *Pactus legis Salicae*, Hanovre 1962 (MGH. LL nat. Germ., 4,1), p. XXV.

36 Max CONRAT, *Ein Traktat über romanisch fränkisches Ämterwesen. Aus einer Vatikanischen Handschrift mitgeteilt*, dans: *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Germ. Abt.* 29 (1908), p. 239-260.

37 Jean-Loup LEMAITRE, *Un bibliothécaire modèle? Bernard Itier, bibliothécaire de Saint-Martial de Limoges (1195-1225)*, dans: *Histoire des bibliothécaires*, Lyon 2003, p. 3.

38 HAENEL, *Lex Romana Visigothorum* (voir n. 18), p. LXXXVIII (n^o 76).

39 Theodor MOMMSEN (éd.), *Codex Theodosianus*, Berlin 1904, p. C.

40 JUILLET, *Le Limousin du premier Moyen Âge* (voir n. 6); LAURANSON-ROSAZ, *Le Bréviaire d'Alaric* (voir n. 20), p. 243; UBL, *Sinnstiftung eines Rechtsbuchs* (voir n. 20).

drions ici démontrer que les particularités de ce document ont un sens, celui de la modernisation du droit romain. L'auteur de ce Bréviaire a ici considérablement réduit l'ensemble du texte en sélectionnant des morceaux et en ne conservant, le plus souvent, que les *interpretationes*, qui sont des résumés sans rhétorique d'un point précis du droit. On prendra pour exemple la totalité du livre IX consacré à la procédure judiciaire et à la répression des crimes. Le rédacteur du Bréviaire n'a conservé que les *interpretationes*, ces résumés appliqués à presque toutes les constitutions impériales, sauf quand le texte ne les prévoit pas, auquel cas il conserve alors la constitution.

Code Théodosien (V ^e siècle)	Bréviaire d'Alaric (VI ^e siècle)	Ms Limousin (IX ^e siècle) Ms Vatican BAV reg. lat. 1050
Cth. 9, 1, 1	Brév., 9, 1, 1 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 2	—	—
Cth. 9, 1, 3	Brév., 9, 1, 2 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 4	—	—
Cth. 9, 1, 5	Brév., 9, 1, 3 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 6 à Cth. 9, 1, 8	—	—
Cth. 9, 1, 9	Brév., 9, 1, 4 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 10	Brév., 9, 1, 5 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 11	Brév., 9, 1, 6 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 12	Brév., 9, 1, 7 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 13	—	—
Cth. 9, 1, 14	Brév., 9, 1, 8 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 15	Brév., 9, 1, 9 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 16 à Cth. 9, 1, 17	—	—
Cth. 9, 1, 18	Brév., 9, 1, 10 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>
Cth. 9, 1, 19	Brév., 9, 1, 11 const. et <i>interpr.</i>	<i>interpr.</i>

Tableau comparé de la désuétude du Code théodosien jusqu'en 800 (Livre 9, titre 1).

L'étude globale du manuscrit et des tables du Bréviaire révèle qu'un tel choix a été appliqué par l'auteur à l'ensemble de l'épitomé. Pour les juristes de cette époque, cette démarche permettait d'obtenir un texte abrégé de la loi. Le texte n'a subi aucun remaniement significatif, mais la sélection drastique opérée par le rédacteur est ici remarquable, car il n'a gardé que les dispositions qui lui semblaient encore actuelles. Par exemple, l'auteur a exclu de son propos le point 29.2 qui permet de frapper d'ostracisme un calomnieux, pratique à laquelle on n'avait plus recours au haut Moyen Âge. Par ailleurs, en ne conservant que les *interpretationes*, la *Lex Romana* est réduite à sa plus simple expression, devenant alors un résumé. Le Bréviaire du IX^e siècle préserve ainsi des formes anciennes, sans être pour autant un retour strict au Code théodosien.

L'objectif poursuivi n'était donc pas de dénaturer le Bréviaire, mais de le rendre plus utile et de l'adapter à un environnement institutionnel et juridique particulier. Il s'agit ici des effets de l'évolution de la réception du droit romain entre le VII^e et le IX^e siècle. Il existe d'autres exemples de *liber decurtatus*, notamment en Auvergne, région frontalière du Limousin⁴¹. Ce document constitue un précieux témoin du mouvement de désuétude du droit depuis le Code théodosien de 438 jusqu'en Limousin au IX^e siècle. Deux autres passages du manuscrit sont bien plus intéressants, car ils présentent des ajouts de texte antique antérieurs au Bréviaire. Abordons tout d'abord l'exemple de la constitution de Sévère du 25 septembre 465 que l'on appellera plus tard *De corporatis*. Si le rédacteur du Bréviaire d'Alaric l'avait exclu, le rédacteur de l'épitomé de Limoges, en revanche, a décidé de le rajouter dans son manuscrit au IX^e siècle⁴².

41 GUERAUD La désuétude (voir n. 14); LAURANSON-ROSAZ, Le Bréviaire d'Alaric (voir n. 20), p. 243.

42 Bibliothèque apostolique vaticane, reg. lat. 1050, fol. 118.

Texte antique	Bréviaire d'Alaric (507)	Ms Limousin (vers 800) Ms Vatican BAV. reg. lat. 1050
Nov. Sev. 2, 1	–	Nov. Sev. 2, 1

Modernisation de la constitution de Sévère du 25 septembre 465.

Ce texte indique qu'un enfant né d'une union entre un ou une esclave/colon et un membre d'une corporation assignée au service public, appartient au maître du parent qui est dans la servitude ou le colonat. Par là, il ne peut pas prétendre à la liberté. Cette disposition qui avait été écartée en 507 a probablement été rajoutée au IX^e siècle par le rédacteur pour défendre les intérêts patrimoniaux de l'établissement ecclésiastique duquel il dépendait. Le droit romain est alors utilisé pour pallier la diminution de la main-d'œuvre servile et pour régir la vie des colons. Plusieurs actes de la pratique produits en Limousin à la même époque font état de ventes ou de conflits liés aux colons ou à la propriété des serfs⁴³. Par là, en ajoutant au Bréviaire un texte qui lui est antérieur et qui n'y apparaissait pas, le rédacteur reconstitue une nouvelle loi.

Cet ajout de texte antique n'est pas le seul contenu dans le manuscrit. Des sentences de Paul ont été ajoutées à celles qui avaient déjà été sélectionnées par les compilateurs d'Alaric II en 507. Deux séries, l'une de quinze sentences, l'autre de douze sentences d'époque antique, qui avaient été abandonnées au VI^e siècle ont été insérées dans le Bréviaire limousin à la fin du premier Moyen Âge. La première série *De mulieribus quae se servis alienis iunxerint vel ad senatus consultum Claudianum* a été insérée en annexe du chapitre *De Dotibus*, tandis que la deuxième vient compléter le chapitre *De adulteriis*.

Livre 2 »Sentences« de Paul		
Bréviaire d'Alaric (version originale) VI ^e siècle		Manuscrit Vatican BAV. reg. lat. 1050 IX ^e siècle
Titre 1. <i>De rebus creditis et de iureiurando</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	Modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 4. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 6. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 6.

43 Maximilien DELOCHE (éd.), *Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu*, Paris 1859; *Charte de fondation de l'abbaye de Solignac*, MGH, *Scriptores, Scriptores rerum Merovingicarum*, t. 4. Hanovre, 1902, p. 746; Jean de FONT-REAUXX (éd.), *Sancti Stephani Lemovicensis cartularium*, dans: *Bulletin de la société archéologique du Limousin* 58 (1919), p. 17–199; Jean-Baptiste CHAMPEVAL (éd.), *Cartulaires des abbayes de Tulle et de Rocamadour*, Brive 1903.

Titre 2. <i>De pecunia constituta</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	Sentencia 1.
Titre 3. <i>De contractibus</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Titre 4. <i>De commodato et deposito pignore fiduciave</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 4. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 5. <i>De pignoribus</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 6. <i>De exercitoribus</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	Modernisation	Sentencia 1.
Titre 7. <i>Ad legem rhodium</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 3.
Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 4.
Sentencia 5. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 5.
Titre 8. <i>De institoribus</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>

Titre 9. <i>De in rem verso</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Titre 10. <i>De senatus consulto Macedoniano</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Titre 11. <i>Ad senatus consultum Velleianum</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 12. <i>De deposito</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 3.
Sentencia 4. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 6. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 7. <i>Interpretatio</i>		
Sentencia 8. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 13. <i>De lege commissoria</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 4.
Titre 14. <i>De usuris</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>

Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 4.
Sentencia 5. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 5.
Sentencia 6. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 6.
Titre 15. <i>De mandatis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		Sentencia 3.
Titre 16. <i>Pro socio</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Titre 17. <i>Ex empto et vendito</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		
Sentencia 4. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 6. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 7. <i>Interpretatio</i>		
Sentencia 8. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 18. <i>De modo</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 4.
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>

Sentencia 6. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 6.
Sentencia 7. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 7.
Sentencia 8. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 8.
Sentencia 9. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 9.
Sentencia 10. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 11. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 12. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 19. <i>De locato et conducto</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Titre 20. <i>De nuptiis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 1.
Sentencia 4. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 6. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Titre 21. <i>De concubinis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Titre 22. <i>De dotibus</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	Modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
<i>De mulieribus</i>		
	Ajout	ajout des sentences 1, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 sentences 2, 5 et 6 non ajoutées

Titre 23. <i>De pactis inter virum et uxorem</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Titre 24. <i>De donationibus inter virum et uxorem</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		
Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 4.
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 6. <i>Interpretatio</i>		Sentencia 6.
Titre 25. <i>De liberis agnoscendis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non indiget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 3.
Sentencia 4. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 5. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 6. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 7. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 7.
Sentencia 8. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 9. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 8.
Titre 26. <i>Quemadmodum filii sui iuris efficiuntur</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 3.

Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 4.
Sentencia 5. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 5.
<i>Titre 27. De adulteriis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 3.
	Ajout	ajout de douze sentences
<i>Titre 28. De excusationibus tutorum</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
<i>Titre 29. De potioribus nominandis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatione non eget</i>	modernisation	Sentencia 1.
Sentencia 2. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
<i>Titre 30. Qui potiores nominare non possint</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
<i>Titre 31. Ad orationem divi severi</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	Modernisation	Sentencia 1.
<i>Titre 32. De furtis</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	modernisation	<i>Interpretatio</i>
Sentencia 2. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 2.
Sentencia 3. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 3.
Sentencia 4. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 4.
Sentencia 5. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 5.
Sentencia 6. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 6.
Sentencia 7. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 7.

Sentencia 8. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 8.
Sentencia 9. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 9.
Sentencia 10. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 11. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 12. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 13. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 13.
Sentencia 14. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 14.
Sentencia 15. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 15.
Sentencia 16. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 17. <i>Interpretatio</i>		Sentencia 17.
Sentencia 18. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 18.
Sentencia 19. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 19.
Sentencia 20. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 20.
Sentencia 21. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 22. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 22.
Sentencia 23. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 24. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 24.
Sentencia 25. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 25.
Sentencia 26. <i>Interpretatio</i>		<i>Interpretatio</i>
Sentencia 27. <i>Interpretatione non eget</i>		Sentencia 27.
Titre 33. <i>De operis libertorum</i>		
Sentencia 1. <i>Interpretatio</i>	Modernisation	

Tableau comparé du Bréviaire et du manuscrit.

Ces ajouts ponctuels sont conformes à la version antique des »Sentences« de Paul. Ils ont été intégrés à des passages du Bréviaire dans un ordre spécifique, visant à détailler davantage certains points de droit. Mais le travail du rédacteur ne s'arrête pas à cette amplification. Il a également effectué des coupes du texte visant à écarter des dispositions qui ne lui semblaient pas nécessaires de conserver. Par là, il a procédé à une refonte entière de plusieurs livres des »Sentences« de Paul. En témoignent la transcription comparée des quatre livres impactés ci-dessous :

Manuscrit Vatican BAV. reg. lat. 1050 fol. 14va	Bréviaire d'Alaric	Ajouts de »Sentences« de Paul
De dotibus		
<i>Dos dicitur que a parente sponsarum viris datur que tamen potest et ante nuptias et post nuptias dari.</i>	x	
<i>[(2)] Lege iulia de adulteriis cavetur ne dotali predium maritus invita uxore alienet.</i>	x	
<i>Sent (R. 1,21A) Qui si servis alienis iunxerint vel (1) si mulier ingenua civesque romana latinave alieno se servo coniunxerit, si quidem invito et denuntiante domino in eodem contubernio perseveraverit, efficiatur ancilla.</i>		x
<i>Intp (3) Mulieres si (?) tamen aut ei qui servo coniunxerint denunciando adquirent ancillam.</i>		x
<i>Intp (4) Procurator et filius familias et servus iusso patris aut domi no denunciando faciunt ancilla.</i>		x
<i>Intp (7) Liberta si ignorante patrono servo alieno coniunxerit ancillam patroni efficitur ea conditione ne aliquando ab eo ad civitatem romanam perducat.</i>		x
<i>(8) Filius familias servo quem ex castrense peculio habet, si se ingenua mulier coniunxerit eius denunciatione efficiat ancilla.</i>		x
<i>Intp (9) Filia familias si inscio vel ignorante patre servo alieno se iunxerit item post denunciatione statum suum retinet quia facto filiorum peiorum ditio parentum fieri non potest.</i>		x
<i>Intp (10) Filia familias si iubente patre invito domino servi alieni contubernium secuta sit ancilla efficitur que parentes deteriore filiorum conditione facere possunt.</i>		x
<i>Intp (11) Liberta servi patroni contubernium secuta, item post denunciationem in eum statum manebit domum patronum videtur deserere voluisse.</i>		x
<i>Intp (12) Errore qui se putavit ancilla atque ideo alieni servi contubernium secuta est, postea liberam se sciens in contubernio eodem perseveraverit efficiet ancilla.</i>		x
<i>Intp (13) Si patrona servo libertatis sui se coniunxerit et denunciatione conveniat ancilla fieri non placuit.</i>		x

Intp (14) <i>Mulier ingenua qui se sciens servum iam mancipium iunxerit et citra denunciatione ancilla efficitur, non idem si nesciat. Nescisse autem videtur que conperta tioditione se contubernio abstinuit am libertum putavit.</i>		x
Intp (15) <i>Libera mulier contubernium eius secuta qui plures dominos habuit eius fit ancilla qui priis renunciavit nos forte ab omnibus factum sit.</i>		x
Intp (16) <i>Si mater servo filii se iunxerit, tollit secundum Claudianum erubescendam matri item inter picem reverentiam exemplo eius que si servo libertisui coniunxerit.</i>		x
Intp (17) <i>Tribus de nunciationibus conventa si ex senato facta videatur ancilla, domino tamen adiudicata citra autoritate interpositi per presidem decreti non videtur. Ipse enim debita auferre qui dare pre libertate.</i>		x
Intp (18) <i>Filia familias mortuo patre si in servi contubernio perseveraverit pro tenore senatu consultu claudiani conventa efficiet ancilla.</i>		x
De adulteriis		
(7) [1] <i>Inventa est in adulterium uxor maritus ita demum occidere potest si in adulterium domui sue deprehendat.</i>	x	
Sent (8) [2] <i>Eum qui in adulterio deprehensam uxorem non statim dimisitrem linocinii postulare placuit.</i>	x	
Sent (17) [3] <i>In causa adulterii dilatio postulata impertire non potest.</i>	x	
Intp (1) <i>Capite secundum legem iulie de adulteriis permittitur patri tam adoptivo quam naturali adulterum cum filia cuiuscumque dignitatis domi sue ut generi deprehensum occidere.</i>		x
Intp (2) <i>Filia familias pater si in adulterio filia deprehenderit ut possit occide re permitti tamen ei debet ut occidat.</i>		x
Intp (3) <i>Capite quinto legis iulie cavetur ut adulterum deprehensum viginti horas ad testandos vicinos retinere liceat.</i>		x
Intp (4) <i>Maritus in adulterio deprehensus non alios qui infamis ed eos qui corpore questum faciunt servus item excepta uxore non prohibetur occidere.</i>		x
Intp (5) <i>Maritus qui uxorem deprehensam cum adulterio occidit, quia hoc impatientia iusti doloris admisit levius puniri placuit.</i>		x
Intp (6) <i>Occiso adultero maritus statim dimittere debet uxorem at qui ita triduo proximo profiteri cum quo ad ultero et in quo loco uxorem deprehenderit.</i>		x

Intp (10) <i>Duos uno tempore uxores adulteros accusare posse sciendum est plures vero non posse.</i>		x
Intp (11) <i>Cum his que publice mercibus vel taberne exercendis procurant adulterium fieri non placuit.</i>		x
Intp (12) <i>Qui masculum liberum invitum stupra-verit capite puniatur.</i>		x
Intp (14) <i>Adulterii convictas mulieres dimidiam partem dotis et tertiam partem bonorum in insule et relegatione placuit coherceri.</i>		x
Intp <i>Adulteris vero viris pari in insule relegatione dimidiam bonorum partem auferri dummodo in diversas insulas relegentur.</i>		x
Intp (15) <i>Incerti poenam in insulam deportato viro mulieri placuit remitti actinus tamen quatinus lege Iulia de adulteriis non adprehendit.</i>		x
(16) <i>ancillarum stuprum nisi deteriores fiant aut per eas ad dominam adfectet eatra noxa habetur.</i>		x
De orati		
([1]) <i>Dolo tutoris curatorisvae detecto in duplum eius pecunie condemnatione conveniuntur, qua minores fraudare voluerunt.</i>	x	
De furtis		
([1]) <i>Fur est qui rem alienam fraude interveniente contigerit.</i>	x	
Sent ([2]) <i>Furtorum genera sunt quattuor manifesti, nec manifesti, concepti et oblati.</i>	x	
[3] <i>Manifestus fur est qui in faciendo deprehensus est et qui intra terminos eius loci unde quid sustulerat deprehensus est vel antea quam ad eum locum quem destinaverat pervenerit.</i>	x	
Sent [4] <i>Nec manifestus est fur qui in faciendo quidem deprehensus non est, sed eum furtum fecisse negari non potest.</i>	x	
Sent (3) [5] <i>Concepti actio est his tenetur, aput quem furtum quesitum et inventum est. Sent [6] Oblati actionem his tenetur qui rem furtivam alii obtulit ne aput se inveniretur.</i>	x	
Sent (4) [7] <i>Furti actionem his agere potest cui interest rem non perisse.</i>	x	
Sent (5) [8] <i>Concepti his agere potest qui rem concepit et invenit.</i>	x	
Sent [9] <i>Oblatis agere potest poenes quam res concepta et inventa est.</i>	x	
Sent [10 Interpr] <i>Furtorum genera heres eius qui furtum pertulit persequi potest, eius vero heredes qui furtum fecerit ad poenam criminis teneri non possunt.</i>	x	

Sent 11. Interpr <i>Si servus alicui furtum fecerit ut dampnum dederit, si dominus eius pro eo reddere noluit, tradere eum vindicte pro qualitate facti debet.</i>	x	
Sent [12 Interpr] <i>Si servus furtum fecerit et postea aut manumissus aut venditus fuerit aut his qui manumissus est pro furti redhibitione tenebitur aut emptor eius quia semper noxa caput sequitur.</i>	x	
Sentent (9) [13] <i>Filius familias si furtum fecerit, deinde emancipetur, furti actio in eum datur quia in omnibus noxa caput sequitur.</i>	x	
Sent (10) [14] <i>Non tantum qui furtum fecerit sed etiam cuius opera aut consilio furtum factum fuerit, furti actione tenetur.</i>	x	
Sent (12) [15] <i>Qui meretricem libidinis causa rapuit et celavit eum quoque furti actionem teneri placuit.</i>	x	
Sent [16 Interpr] <i>Furti manifesti poena quadrupli est et ipsius rei quem est sublata redibitio.</i>	x	
(14) [17] <i>Furti concepti actio adversus eum qui obtulit tripli poena est et ipsius rei redibitio.</i>	x	
Sent [17 Interpr] <i>His qui rem furtivam alteri obtulit ne apud ipsum inveniretur, poena tripli est et ipsius rei redibitio que sublata cognoscitur.</i>	x	
Sent (15) [18] <i>Furti quocumque genere condemnatus famosus efficitur.</i>	x	
Sent (16) [19] <i>Quicumque in caupona aut in meritorio stapulo diversoriove perierit in exercitores eorum furti actio competit.</i>	x	
Sent (19) [20] <i>Rem pignori datam debitor creditori subtrahendo furto facit quam et si ipsi similiter amiserit suo nomine persequi potest.</i>	x	
Sent (20) [21] <i>Pater vel dominus quae [21 Interpr] filio familias vel servo furto aliquid sublato fuerit ad patrem vel ad dominum ipsius furti actio pertinebit, quia merito eis haec actio datur, ex quorum personis solent aliquoties convenire.</i>	x	
Sent (21) [22] <i>Si rem quam tibi commoda vi postea subripui furti actio competere tibi non potuerit quia rei enim nostre furtum facere non possumus.</i>	x	
Sent [23 Interpr] <i>Si cum furtum quis querit dampnum alicui dederit vel iniuriam fecerit, secundum legem aquiliam in duplo dampni inlati redhibitione multatur.</i>	x	
Sent (25) [24] <i>Sive seges per furtum sive quelibet per furtum arbores cesesint, in duplum eius rei nomine reus convenitur.</i>	x	
Sent (24) [25] <i>Ob inditium comprehendendi fures premium promissum iure debetur.</i>	x	

Sent [26 Interpr] <i>Qui tabulas aut cautiones furto abstulerit ad eam summam redibitionis quam tabule vel carte sublate continent, furti actione tenebuntur, nec interest, utrum cautionis ipse sine aliqua litura sint, an fuerint caraxate aut forsitan iam solute.</i>	x	
Sent (37) [27] <i>Servus si in fuga est a domino quidem possedetur sed dominus furti actionem eius nomine non tenetur quia in potestate eum non habet.</i>	x	

Transcription de quatre livres des sentences de Paul.

Le rédacteur du Bréviaire a donc procédé, pour confectionner sa loi romaine, à un remaniement des textes de droit romain en les réorganisant dans son Bréviaire. Le rédacteur de ce Bréviaire n'a pas ajouté des textes de droit romain au hasard. Ces ajouts témoignent de son intérêt pour l'encadrement juridique des serfs, des unions mixtes et des sanctions ayant trait à l'adultère. Le Bréviaire d'Alaric ne devait pas être suffisant pour encadrer ces réalités et le rédacteur a entendu pallier cette lacune pour mettre en œuvre efficacement le droit romain à son époque. Rappelons que les établissements ecclésiastiques entendent, durant tout le haut Moyen Âge, défendre leur patrimoine. Le droit romain est, pour cela, un instrument précieux. La modernisation du Bréviaire laisse ainsi sous-entendre que ce Bréviaire amplifié avait vocation à être utilisé. La meilleure démarche, pour comprendre ce phénomène, est de s'intéresser au corpus d'actes diplomatiques à disposition. Les chartes (de donation, de vente, de testament, de procès), qui sont avant tout le témoin de la pratique juridique et judiciaire, peuvent apporter à la matière un puissant éclairage. On rencontre, dans un nombre important de chartes limousines des IX^e et X^e siècles, des invocations au droit romain. En 871, pour s'opposer à un acte de vente, il est directement fait référence au Code théodosien⁴⁴; ne nous méprenons pas sur le sens du terme puisqu'il s'agit vraisemblablement d'une appellation en usage du Bréviaire et non du Code dans sa version antique. Néanmoins, il s'agit bien d'invocation à la loi romaine. De manière plus large, il est directement précisé que le droit romain est appliqué (*lex romana edocet*⁴⁵; *lex romana declarat*⁴⁶). Il est évident que l'emploi de ces phrases génériques puisse résulter du recours aux formulaires (modèles-type de chartes)⁴⁷, mais elles témoignent de l'intérêt que les hommes altimédiévaux portaient encore au droit romain à la fin du premier Moyen Âge et de leur désir de continuer à l'appliquer pour gérer les situations juridiques quotidiennes. L'intention du rédacteur du Bréviaire était probablement celle de moderniser le droit romain pour qu'il puisse être encore en usage. Le Bréviaire amplifié limousin, sans être un retour entier au Code théodosien, en préserve tout de même des formes très anciennes. Mais parce qu'il va au-delà de la sphère strictement culturelle, il est un précieux témoin de permanence du droit romain.

Il est nécessaire de se demander quelles ont été les sources du rédacteur⁴⁸. Ces deux exemples, les »Sentences« de Paul et la constitution, montre que le rédacteur a amplifié la *Lex Romana Visigothorum* à l'appui d'une autre source. On pourrait supposer d'emblée qu'il avait à sa dispo-

44 Arthur CHOLET (éd.), Cartulaire de l'abbaye Saint-Étienne de Baigne, Niort 1868, p. 29.

45 Ibid., p. 169.

46 DELOCHE (éd.), Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu (voir n. 43), p. 157.

47 JEANNIN, Formules et formulaires (voir n. 14); Alice RIO, Les formulaires et la pratique de l'écrit dans les actes de la vie quotidienne, dans: Médiévales 56 (2009), p. 4; EAD., Legal practice and the written word in the Early Middle Ages. Frankish formulae, c. 500-1000, Cambridge 2009.

48 Sur les »Sentences«, Wolfgang KAISER, Ein unerkannter Auszug aus den Libri II de verborum, quae ad ius pertinent, significatione des Aelius Gallus, dans: Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Rom. Abt. 134 (2017), p. 210.

sition une version de chacune de ses œuvres. L'hypothèse paraît séduisante, mais elle est peu réaliste pour la fin du premier Moyen Âge; le rédacteur n'a probablement pas pu avoir une version complète des »Sentences« de Paul sous les yeux. Il semblerait également plus juste de supposer que le rédacteur n'a pas effectué l'ajout de la constitution à l'appui des documents antiques, car la nouvelle 2 de Sévère ne relève pas du *corpus Maiorianum* des Nouvelles (lequel a été constitué avant 461 ap. J.-C.), mais elle ne relève pas non plus de la collection amplifiée utilisée par le rédacteur du corpus des Nouvelles du Bréviaire⁴⁹.

Il faut donc peut-être aussi chercher la source ailleurs. Le rédacteur aurait pu utiliser une troisième collection de droit romain, un Bréviaire un peu enrichi. Le cas n'est pas unique. Rappelons ici que Cujas avait eu à sa disposition un manuscrit aujourd'hui disparu, le *codex Vesontinus*, qui comprenait l'ajout de plusieurs titres complets de »Sentences« de Paul. On pourrait, évidemment, supposer un rapport fort entre le manuscrit 1050 et le *codex Vesontinus*, car la démarche est d'une logique similaire et le contenu très proche, à ceci près que Cujas ne mentionne pas l'existence de la nouvelle de Sévère dans le *codex Vesontinus*⁵⁰. Mais cela ne signifie pas qu'elle n'y était pas.

Il est naturellement nécessaire de saisir cette hypothèse avec prudence, mais les points de coïncidence que le manuscrit 1050 du Vatican présente avec le *codex Vesontinus*, tel qu'il a été décrit par Jacques Cujas méritaient une attention et une mise en lumière. Peut-être ne retrouvons-nous jamais le *codex Vesontinus*, mais il apparaît essentiel de retenir que ce *codex* n'est pas un mythe et que le droit romain a fait l'objet d'écriture et de réécriture tout au long du premier Moyen Âge.

Il est difficile de penser qu'un socle de règles ait pu traverser quatre siècles sans devenir obsolète. N'a-t-il pas fallu le modifier pour l'adapter aux besoins du temps? C'est là, en vérité, le chemin classique du droit romain qui part de Rome, jusqu'à insérer, non pas son contenu, mais ses principes dans le Code civil de 1804. Le philosophe du droit Michel Villey l'avait si bien résumé:

«Nous ne croyons pas jusqu'ici, et malgré l'intérêt très vif de ces comparaisons qu'on ait encore réussi à opposer au droit romain une autre forme de l'art juridique qui méritât de lui être préférée. Mais il y a les tendances nouvelles. La vie change; le capitalisme, les machines, les grands États, la conquête du monde ont bouleversé les conditions sociales. Allons-nous conserver les lois d'un passé mort ? (...) Que dire au siècle de la fusée et de l'électronique? Ceci, que rien n'empêche d'apporter des solutions inédites dans des circonstances nouvelles, en s'appuyant sur les principes, en utilisant la méthode et très souvent le langage même des juristes romains. De nouveaux problèmes de justice se posent à l'évidence aujourd'hui, qui sont problèmes de partage: conflits entre les salariés et le capital, entre les actionnaires et les dirigeants d'entreprise pour le partage des bénéfices, entre promoteurs de grands ensembles et défenseurs de la nature, entre producteurs de boîtes de conserve insalubres et consommateurs, entre tiers monde et pays riches, etc. Et nul doute que les solutions du Corpus Juris Civilis n'y sauraient aucunement suffire. Ce ne paraît pas être une raison pour se jeter à corps perdu dans de nouvelles conceptions de l'art juridique issues de doctrines à la mode nées apparemment en dehors de toute expérience du droit; fût-ce le marxisme, qui ne semble guère s'être constitué en fonction de la justice concrète, quotidienne, que pratique le juge; ou le sociologisme, qui procède

49 Philip MEYER (éd.), *Codex Theodosianus*, t. 2, Berlin 1905, p. XIX–XXII.

50 Max CONRAT, Ein Traktat über romanisch-fränkisches Ämsterwesen, dans: *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Germ. Abt.* 29 (1908), p. 239; MEYER (éd.), *Codex Theodosianus* (voir n. 49), t. 2, p. 202; Jacques CUJAS, *Observationes et emendationes*, Cologne 1587, p. 21. Sur Cujas, Xavier PREVOST, Jacques Cujas (1522–1590). *Jurisconsulte humaniste*, Genève 2017.

d'une vision scientifique du monde indifférente à la justice; auparavant le kantisme et le cartésianisme. De même que les Grecs ont inventé la discipline philosophique (et il n'est guère de philosophe qui estime superflu de s'instruire aujourd'hui même à leur école), de même les Romains l'art du droit: et rien n'indique qu'en ce domaine ils soient remplacés⁵¹.«

C'est un constat similaire que l'on peut dresser pour le haut Moyen Âge; les juristes, déjà, avaient commencé à faire évoluer le droit romain pour en conserver les principes et la méthode, tout en adaptant le contenu à l'époque dans laquelle ils vivaient. Les temps changent et les mœurs avec eux. Il semble que, pour être efficaces, les règles ont besoin de s'adapter au contexte qu'elles régissent. L'époque mérovingienne avait refondu les lois romaines; celle qui suivit devait accomplir, plus péniblement peut-être, mais avec dynamisme, la suite de l'opération. Dans cette étonnante et peu connue ascension du droit carolingien, les règles juridiques romaines, rédigées dans un latin qui ne se parlait déjà plus, ont légué plusieurs phénomènes d'adaptation des règles.

51 Michel VILLEY, *Le droit romain. Son actualité*, Paris 2005, p. 42.